

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2014

CHAPITRE 21

MINISTERE DU COMMERCE

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	7
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014	8
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	9
2.1.	PROGRAMME 286: DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	10
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	11
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	11
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	12
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	13
2.2.	PROGRAMME 287: RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR	22
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	23
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	23
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	24
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	26
2.3.	PROGRAMME 288: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR COMMERCE	33
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	34
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	34
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	35
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	36
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	44

3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	45
3.2.	LEÇONS APPRISES	45
3.3.	PERSPECTIVES	46

NOTE EXPLICATIVE

En 2007 le Cameroun effectue une avancée indéniable dans la modernité à travers l'adoption le 27 décembre, de la loi portant Régime Financier de l'Etat. Cette « Constitution financière » introduit dans l'administration la gestion axée sur les résultats à travers le budget programme. En prélude au basculement dans ce nouveau mode gestion le 1^{er} janvier 2013, la documentation budgétaire accompagnant le projet de loi de finance s'enrichie du Projet de Performance des Administrations (PPA). Ce document élaboré par chaque département ministériel ou institution, présente les programmes avec des objectifs assortis d'indicateurs de performance.

Par application de l'article 22 alinéa 3 de la loi de 2007, « le projet de loi de règlement est accompagné des rapports annuels de performance des administrations rédigés par les ordonnateurs principaux » et qui rendent compte de la performance projetée dans les PPA. Ainsi, en 2014, les premières évaluations de l'exécution du budget par programme ont eu lieu à travers la production par tous les départements ministériels des rapports annuels de performance de l'exercice 2013.

A cet effet, les pouvoirs politiques dans leur ensemble ont pu apprécier la mise en œuvre des programmes dans les départements ministériels. La Chambre des Comptes de la Cour Suprême à travers son avis sur le projet de loi de règlement et le parlement pendant l'examen de la loi de règlement pendant la session budgétaire.

En cette deuxième année d'élaboration des Rapports annuels de performance où l'exercice a été étendu aux institutions, l'accent est mis sur l'amélioration qualitative du document notamment au niveau du renseignement de la performance technique des administrations, dans le respect de ses trois parties :

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2014;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2014 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

I.1 Rappel de la synthèse stratégique

Les orientations stratégiques du Ministère du Commerce telles que définies par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) consistent à assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur, dans des conditions de saine concurrence et, au plan du commerce international, à développer, promouvoir et contribuer à diversifier avec l'extérieur, les échanges de biens et services à forte valeur ajoutée. Pour y parvenir, Il est précisé question :

- de renforcer la lutte contre le commerce illicite qui entretient une économie souterraine ;
- de s'inscrire dans une dynamique de renforcement de l'intégration régionale et sous-régionale ;
- d'accroître le volume des exportations aussi bien vers les marchés traditionnels (Europe et Etats-Unis), que vers ceux des pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Turquie, Russie...) ;
- de mettre en place un dispositif institutionnel susceptible de promouvoir davantage l'activité commerciale.

Ces missions sont autant de grandes lignes qui dans l'esprit, rejo

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Ces missions sont autant de grandes lignes qui dans l'esprit, rejoignent les dispositions du décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, qui précise que le Ministre du Commerce est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine du commerce.

A ce titre, il est chargé :

- de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des stratégies de promotion des produits camerounais ;
- de l'élaboration de la réglementation en matière de prix et du suivi de son application en liaison avec les Administrations concernées ;
- de la régulation des approvisionnements des produits de grande consommation en relation avec les administrations concernées ;
- de la recherche de nouveaux marchés pour les produits camerounais ;
- de la promotion et de la défense d'un label de qualité pour les produits destinés au marché local et à l'exportation ;
- de la promotion et du contrôle de la saine concurrence ;
- de la négociation et du suivi de la mise en œuvre des accords commerciaux en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures ;
- de la promotion de la compétitivité des produits camerounais sur les marchés

étrangers ;

- de l'application des sanctions administratives en cas de fraude ou de non respect des normes fixées sans préjudice des attributions dévolues aux autres

Départements Ministériels concernés ;

- de l'organisation et de la supervision des foires commerciales;

- du suivi du commerce international des matières premières et des produits dérivés en liaison avec les Départements Ministériels et les Organismes concernés ;

- du suivi de l'application des normes en matière d'importation, en liaison avec les Administrations concernées ;

- du suivi de l'inflation en relation avec les Administrations concernées ;

- du suivi des circuits de conservation et de distribution des produits de grande consommation ;

- du suivi de l'élaboration et de l'application des normes des instruments de mesure et de contrôle de qualité en liaison avec les Administrations concernées ;

- du suivi des relations avec les organisations internationales œuvrant dans le domaine du commerce international en liaison avec les Administrations concernées ;

- du suivi de l'élaboration ou de l'homologation des normes de présentation, de conservation et de distribution des produits de grande consommation et du respect de ces normes par les opérateurs économiques en relation avec les Administrations concernées ;

- du suivi des négociations commerciales avec l'Union Européenne en liaison avec le Ministère des Relations Extérieures.

Il assure la liaison entre le Gouvernement et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Il exerce la tutelle technique sur :

- la Mission de Régulation des Approvisionnements des Produits de Grande Consommation (MIRAP) ;

- la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) ;

- l'Office National du Cacao et du Café (ONCC).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

I.3 Contexte de l'exécution des programmes

En 2014, les activités de mise en œuvre des programmes se sont déroulées dans un contexte marqué par la persistance ou la survenance de problèmes de différentes natures.

Sur le plan structurel, il a notamment été relevé :

- l'insuffisance de l'offre nationale, face à la forte demande extérieure stimulée par l'organisation de manifestations promotionnelles spécialement dédiées à certains

produits (textile, poivre de Penja, miel d'Oku, cacao, café, dérivés de manioc ...) ;

- la faiblesse de l'appareil de production, face à une demande sans cesse croissante ;
- l'engorgement du Port Autonome de Douala qui a provoqué des difficultés d'approvisionnement du marché intérieur (en manuels scolaires et produits de consommation de masse), et n'a pas facilité l'acheminement des produits destinés aux foires et expositions à l'étranger, prévus pour accrocher les investisseurs.

De manière conjoncturelle, d'autres problèmes sont apparus, notamment, le réajustement du prix du carburant à la pompe, le changement de la parité Euro/Dollar, la dégradation de l'environnement sécuritaire aux frontières et la résurgence de l'épidémie Ebola.

S'agissant précisément de la situation sécuritaire aux frontières camerouno-nigériane et centrafricaine, il y a lieu de souligner que sa dégradation a eu pour effet immédiat, un afflux important des réfugiés dans ces zones, ainsi qu'une limitation de la circulation des hommes et des biens qui ont à leur tour occasionné :

- une explosion de la demande locale en produits de première nécessité;
- une disponibilité plus accrue dans nos marchés, des produits alimentaires, habituellement exportés vers le Nigeria ;
- la baisse du nombre d'opérateurs camerounais devant prendre part à la Foire Internationale de Lagos ainsi que des produits y destinés.

Les mesures sanitaires prises pour prévenir les populations de l'épidémie Ebola ont quant à elles, eu pour incidences :

- une pénurie de pièces détachées automobiles, qui a induit leur renchérissement sur le marché intérieur ;
- l'assainissement des circuits de distribution des manuels scolaires, dans la Région du Sud-Ouest, du fait du recul du phénomène de contrebande.

Le second semestre de l'année 2014 aura aussi connu de légers remous dans les transports routiers où, profitant du réajustement des prix des carburants à la pompe, les opérateurs du secteur ont procédé à un relèvement des tarifs en cours.

II- ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES??

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014

En 2014, un essoufflement de la croissance a été enregistré en Chine et dans d'autres économies émergentes. Afin d'anticiper sur un éventuel ralentissement des échanges commerciaux avec ces pays, il était nécessaire d'y mener des opérations de promotion de nos produits. Toutefois, les initiatives entreprises dans ce sens, notamment en ce qui concerne la Turquie, ont quelque peu souffert de l'engorgement du Port Autonome de Douala .

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 286

DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

Responsable du programme

MOTOMBY JOSEPH NDUMBE
Directeur des Affaires Générales

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

II.1.1 Présentation du programme

Le Programme n° 286 intitulé développement des exportations, a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits locaux, conquérir de nouveaux marchés et attirer des investissements étrangers.

Il est placé sous la responsabilité de Monsieur MOTOMBY Joseph NDUMBE, Directeur du Commerce Extérieur.

OBJECTIF	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits locaux, conquérir de nouveaux marchés et attirer les investissements étrangers.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de marchés extérieurs prospectés
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	18.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	26.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	<p>Action 01: AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DU SYSTÈME D'EXPORTATION</p> <p>Action 02: RENFORCEMENT DES EXPORTATIONS & DIVERSIFICATION DES DÉBOUCHÉS</p> <p>Action 03: CONSOLIDATION DE LA PRESENCE DES PRODUITS CAMEROUNAIS SUR LES MARCHES TRADITIONNELS, NOTAMMENT DANS CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE (GRANDE BRETAGNE, BELGIQUE ET ITALIE)</p> <p>Action 04: CREATION DES CONDITIONS POUR LA PENETRATION DES MARCHES EMERGENTS (BRESIL, INDE ET TURQUIE)</p> <p>Action 05: ELARGISSEMENT DES DEBOUCHES ET DES PARTS DE MARCHÉ DANS LA SOUS-REGION AFRIQUE CENTRALE (CEMAC ET CEEAC) ET LE RESTE DU CONTINENT (ANGOLA, NIGERIA ET RSA)</p> <p>Action 06: PÉNÉTRATION DU MARCHÉ AMÉRICAIN</p>	
DOTATIONS INITIALES	AE 407 800 000	CP 407 800 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MOTOMBY JOSEPH NDUMBE, Directeur des Affaires Générales	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme a été mis en œuvre dans un contexte marqué par l'incapacité de l'appareil de production national à améliorer de manière significative l'offre de nos produits à l'export. A ce problème, il faut adjoindre celui de l'engorgement du Port Autonome de Douala, dont il convient de souligner qu'il a négativement impacté sur l'organisation des foires à l'étranger, par le ralentissement de l'acheminement des produits prévus pour accrocher les investisseurs.

En outre, il s'est posé le problème de la dégradation de l'environnement sécuritaire aux frontières qui, couplé à la résurgence de l'épidémie Ebola, a considérablement limité les flux des personnes et des biens entre le Cameroun et certains pays voisins (Nigéria, Tchad et Centrafrique). Cette situation a, entre

autres conséquences, contribué à réduire le nombre de participants et de produits camerounais à la Foire Internationale de Lagos.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	02 nouveaux marchés ont été prospectés sur les 8 prévus pour l'atteinte de la cible de 2016	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	25 %	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 407 800 000	CP 407 800 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 375 116 824	CP 304 935 959
TAUX DE CONSOMMATION	92 %	74,8 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Conformément à l'enveloppe allouée en 2014, 01 marché a été prospecté.</p> <p>Aussi convient-il de relever que l'écart de 75 % entre le niveau de réalisation technique et le résultat escompté est dû :</p> <ul style="list-style-type: none"> ü au caractère lointain de la cible à l'horizon 2016 ; celle de 2014 n'ayant pas été déterminée dans le projet de performance des administrations de ladite année ; ü à la qualité problématique de l'indicateur qui est le nombre de marchés extérieurs prospectés, et qui ne rend que très peu compte des résultats de toutes les actions menées en vue de l'atteinte de l'objectif du programme à savoir : <i>contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits locaux, conquérir de nouveaux marchés et attirer des investissements étrangers.</i> <p>Le décalage entre le taux de réalisation physique de 25% et le taux d'exécution financière de 87 % s'explique par le fait que la budgétisation des actions est annuelle, alors que les cibles sont fixées sur un horizon triennal</p>	
PERSPECTIVES 2015	<p>Dans le souci de mieux rendre compte du niveau de mise en œuvre des actions de ce programme, un indicateur d'impact a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. Il s'agit du taux de croissance de la valeur des exportations, dont les cibles intermédiaires ont été fixées.</p> <p>Pour améliorer davantage la performance de ce programme, des mesures sont envisagées en vue :</p> <ul style="list-style-type: none"> ü du développement des mécanismes appropriés pour l'accompagnement des exportateurs ; ü de la mutualisation des initiatives du MINCOMMERCE avec celles des partenaires institutionnels nationaux, pour une plus grande efficacité dans la promotion de nos exportations ; ü du renforcement de l'appareil institutionnel de promotion du commerce extérieur avec la création de l'Agence de Promotion des Exportations, instituée par la loi N° 2002/004 du 19 avril 2002 portant Charte des Investissements en République du Cameroun. 	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DU SYSTÈME D'EXPORTATION								
OBJECTIF								
Indicateur	Intitulé:						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:							
	Valeur de référence:							
	Année cible:							
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 02 RENFORCEMENT DES EXPORTATIONS & DIVERSIFICATION DES DÉBOUCHÉS

OBJECTIF								
Indicateur	Intitulé:						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:							
	Valeur de référence:							
	Année cible:							
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 03 CONSOLIDATION DE LA PRESENCE DES PRODUITS CAMEROUNAIS SUR LES MARCHES TRADITIONNELS, NOTAMMENT DANS CERTAINS ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE (GRANDE BRETAGNE, BELGIQUE ET ITALIE)

Conformément à l'enveloppe allouée en 2014 pour la réalisation de l'indicateur de cette action, 01 marché traditionnel a été consolidé.

Aussi convient-il de relever que l'écart de 87,5 % entre le niveau de réalisation technique et le résultat escompté est dû :

- au caractère lointain de la cible fixée en 2016 ; celle de 2014 n'ayant pas été déterminée dans le projet de performance des administrations de ladite année ;
- à la qualité problématique de l'indicateur qui est le nombre de marchés traditionnels consolidés, et qui ne rend que très peu compte des résultats des activités menées en vue de l'atteinte de l'objectif de l'action à savoir : favoriser la présence des produits camerounais sur les marchés traditionnels.

OBJECTIF	Favoriser la présence des produits Camerounais sur les marchés traditionnels							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de marchés traditionnels consolidés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 12.5	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		18.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		26.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		ETDs organised in France					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	106 000 000	106 000 000	106 000 000	106 000 000	105 840 000	56 400 000	99 %	53,2 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action s'est déroulée dans un contexte marqué:</p> <ul style="list-style-type: none"> ü au plan international, par un affaiblissement des économies de la zone euro, qui aurait occasionné la baisse de la demande de certains de nos produits ; ü au plan national, par l'engorgement du Port Autonome de Douala, qui n'a pas facilité l'acheminement des produits destinés aux foires et expositions à l'étranger, prévus pour accrocher les investisseurs ; <p>Il y a tout de même lieu de relever la relative stabilité des cours mondiaux de nos principaux produits d'exportation (cacao, café, etc...)</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Organisation des JEC, en marge de participation du 26 septembre au 06 octobre 2014, à la 90ème édition de la Foire de Marseille en France (1 000 visiteurs recensés au stand du Cameroun et des contacts d'affaires noués entre les opérateurs camerounais et français).</p>							

<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Conformément à l'enveloppe allouée en 2014 pour la réalisation de l'indicateur de cette action, 01 marché traditionnel a été consolidé.</p> <p>Aussi convient-il de relever que l'écart de 87,5 % entre le niveau de réalisation technique et le résultat escompté est dû :</p> <p>ü au caractère lointain de la cible fixée en 2016 ; celle de 2014 n'ayant pas été déterminée dans le projet de performance des administrations de ladite année ;</p> <p>ü à la qualité problématique de l'indicateur qui est le nombre de marchés traditionnels consolidés, et qui ne rend que très peu compte des résultats des activités menées en vue de l'atteinte de l'objectif de l'action à savoir : <i>favoriser la présence des produits camerounais sur les marchés traditionnels</i></p>
<p>Perspectives 2015</p>	<p>Dans la perspective de mieux rendre compte du niveau de réalisation des activités de cette action, un indicateur d'effet a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. Il s'agit du taux de croissance de la valeur des exportations vers les marchés traditionnels, dont les cibles intermédiaires ont été fixées.</p> <p>Pour une plus grande contribution de cette action à l'atteinte de l'objectif du programme, des journées économiques et commerciales sont prévues en Espagne et en Belgique</p>

Action 04 CREATION DES CONDITIONS POUR LA PENETRATION DES MARCHES EMERGENTS (BRESIL, INDE ET TURQUIE)

Conformément à l'enveloppe allouée en 2014, 01 marché émergent a été pénétré. Aussi convient-il de souligner que l'écart de 66,67 % entre le niveau de réalisation technique et le résultat escompté est dû :

- au caractère lointain de la cible fixée en 2016 ; celle de 2014 n'ayant pas été déterminée dans le projet de performance des administrations de ladite année ;
- à la qualité problématique de l'indicateur qui est le nombre de marchés émergents pénétrés, et qui rend que très peu compte des résultats des activités menées en vue de l'atteinte de l'objectif de l'action à savoir : *augmenter les exportations par une implantation durable dans des nouveaux marchés et conquérir de nouveaux débouchés.*

OBJECTIF	-Augmenter les exportations par une implantation durable dans des nouveaux marchés -conquérir de nouveaux débouchés							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de marchés émergents pénétrés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 33.33	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		3.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		6.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		ETDs organised from 10 to 14 November 2014 in ISTANBUL					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	85 000 000	85 000 000	85 000 000	85 000 000	65 977 248	55 000 000	71,7 %	64,7 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	En 2014, un essoufflement de la croissance a été enregistré en Chine et dans d'autres économies émergentes. Afin d'anticiper sur un éventuel ralentissement des échanges commerciaux avec ces pays, il était nécessaire d'y mener des opérations de promotion de nos produits. Toutefois, les initiatives entreprises dans ce sens, notamment en ce qui concerne la Turquie, ont quelque peu souffert de l'engorgement du Port Autonome de Douala.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	JEC organisées du 10 au 14 novembre 2014 à ISTANBUL : - participation des entreprises opérant dans les secteurs de la Banque et de la Finance, transfert d'argent, de l'audit, de la gestion et de l'information, de l'agro-industrie, de la distribution, de l'agro-alimentaire, du textile, de l'artisanat, de la pharmacopée. - 150 opérateurs économiques turcs engagés dans les rencontres « B to B » avec la partie Camerounaise							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Conformément à l'enveloppe allouée en 2014, 01 marché émergent a été pénétré.</p> <p>Aussi convient-il de souligner que l'écart de 66,67 % entre le niveau de réalisation technique et le résultat escompté est dû :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au caractère lointain de la cible fixée en 2016 ; celle de 2014 n'ayant pas été déterminée dans le projet de performance des administrations de ladite année ; - à la qualité problématique de l'indicateur qui est le nombre de marchés émergents pénétrés, et qui rend que très peu compte des résultats des activités menées en vue de l'atteinte de l'objectif de l'action à savoir : <i>augmenter les exportations par une implantation durable dans des nouveaux marchés et conquérir de nouveaux débouchés.</i> 							

Perspectives 2015	<p>Dans la perspective de mieux rendre compte du niveau de réalisation des activités de cette action, un indicateur d'effet a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. Il s'agit du taux de croissance de la valeur des exportations vers les marchés émergents, dont les cibles intermédiaires ont été fixées.</p> <p>Pour donner plus de relief à cette action, il est envisagé :</p> <ul style="list-style-type: none">ü l'organisation des JEC au Brésil et en Inde ;ü la participation aux foires et expositions en Turquie et en Afrique du Sud.
-------------------	---

Action 05 ELARGISSEMENT DES DEBOUCHES ET DES PARTS DE MARCHE DANS LA SOUS-REGION AFRIQUE CENTRALE (CEMAC ET CEEAC) ET LE RESTE DU CONTINENT (ANGOLA, NIGERIA ET RSA)

Conformément à l'enveloppe allouée en 2014, toutes les activités prévues dans cette action ont été réalisées.

OBJECTIF	-Conquérir de nouveaux débouchés ; -élargir la gamme des produits à l'exportation								
Indicateur	Intitulé:	Nouveaux débouchés prospectés						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	2.0							
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible	5.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	<p>?Participating in the 47th edition of Algiers trade fair (4000 people visited Cameroon's stand, the principle of creating an Algero-Cameroonian business centre was officially endorsed) ;</p> <p>?Participating in Lagos international trade fair, from 07 to 16 November 2014, of 08 Cameroonian enterprises which used the opportunity to sell a total of 1.3 tons of agro food, textile, soap factory and handicraft products. During that event, Cameroon's stand was visited by about 7000 people ;</p> <p>?Organising the 5th edition of FOTRAC (CEMAC Cross Border Trade Fair) from 10 to 23, at Kye -Ossi, which witnessed the participation of about fifty economic operators from all the regions of Cameroon and four other countries. The exhibitors show cased their know-how in handicraft, agriculture, traditional pharmacopoeia, agro-food and industry ;</p>							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de nouveaux marchés conquis						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	2.0							
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible	5.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	182 800 000	182 800 000	182 800 000	182 800 000	182 800 000	184 535 959	100 %	100,9 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Au cours de l'année 2014, les investissements dans les ressources naturelles et les infrastructures, ainsi que les échanges soutenus de produits manufacturés à travers le continent, y ont raffermi la croissance. Cet environnement favorable a été pleinement exploité pour atteindre la cible avant l'horizon fixé.</p>								

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<p>La participation à la 47ème édition de la foire d'Alger (4000 personnes ont visité le stand du Cameroun, le principe de la création d'un centre d'affaires Algéro-Camerounais a été acté) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - La participation à la foire internationale de Lagos, du 07 au 16 novembre 2014, de 08 entreprises Camerounaises qui ont pour l'occasion écoulé un total de 1,3 tonne de produits issus de l'agroalimentaire, du textile, de la savonnerie et de l'artisanat. Le stand du Cameroun a pendant cette manifestation, connu une affluence évaluée à 7000 visiteurs ; - L'organisation du 10 au 23 juin 2013, de la 5ième édition à Kyé-Ossi de la FOTRAC, qui a connu la participation d'une cinquantaine d'opérateurs économiques venue de toutes les Régions du Cameroun et de quatre pays étrangers. Les exposants ont mis en vitrine, leur savoir-faire dans l'artisanat, l'agriculture, la pharmacopée traditionnelle, l'agroalimentaire et l'industrie ; - La signature, le 11 avril 2014, d'un nouvel accord commercial entre le Cameroun et le Nigéria ; - La signature par le Conseil des Ministres de la CEMAC et le Secrétaire Général de la CEEAC, des agréments de libre accès au marché et de franchise de droits au bénéfice de 19 entreprises camerounaises, pour un total de 145 produits en ce qui concerne la CEMAC, et 13 entreprises pour 81 produits s'agissant de la CEEAC.
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Conformément à l'enveloppe allouée en 2014, toutes les activités prévues dans cette action ont été réalisées.</p>
<p>Perspectives 2015</p>	<p>Dans la perspective de mieux rendre compte du niveau de réalisation des activités de cette action, un indicateur d'effet a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. Il s'agit du taux de croissance de la valeur des exportations vers la Sous- région Afrique Centrale et le reste du continent, dont les cibles intermédiaires ont été fixées.</p> <p>Pour mieux étoffer le contenu de cette action, il est prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la participation aux foires de Lagos au Nigéria, de Kinshasa en RDC, et d'Alger en Algérie ; - une meilleure organisation de la FOTRAC ; - la construction d'un marché frontalier à Goundaye, dans l'Extrême Nord.

Action 06 PÉNÉTRATION DU MARCHÉ AMÉRICAIN

Les chiffres des orientations géographiques des exportations du Cameroun en 2014 n'ayant pas encore été consolidés, il n'a pas été possible sur la base de l'indicateur retenu, d'évaluer l'effet des activités menées en vue de l'atteinte de l'objectif de l'action à savoir : augmenter les exportations à travers la conquête des parts additionnelles de marché et attirer les investissements américains vers le Cameroun .

OBJECTIF	- Augmenter le volume des produits traditionnellement exportés - Augmenter le nombre des produits non pétroliers exportés et nouer des partenariats d'affaires								
Indicateur	Intitulé:	Volume des produits traditionnellement exportés (en tonnes)						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	32143.0							
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible	35357.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	As the figures of geographical orientation of Cameroonian exports in 2014 are not yet been consolidated, it was not possible, based on the indicator retained, to evaluate the effect of activities carried out with a view to achieving the objective of the action which is : to increase the volume of exports by capturing additional market shares and attracting U.S. investment to Cameroon.							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	34 000 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000	25 499 576	9 000 000	75 %	26,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'année 2014 aura vu l'organisation du premier Sommet Etats-Unis/Afrique de Washington qui s'est achevé, sur un engagement des deux parties, (américaine et africaine) à nouer un contrat de type nouveau. Le Président de la République a pris part aux différentes phases des travaux, dont les retombées les plus palpables sont économiques et commerciales. La partie américaine a annoncé des investissements de plus de 1500 milliards de Francs CFA et la reconduction de l'AGOA.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Participation les 4, 5 et 06 août 2014 au forum AGOA, concomitamment avec le forum d'affaires Etats Unis-Cameroun,								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les chiffres des orientations géographiques des exportations du Cameroun en 2014 n'ayant pas encore été consolidés, il n'a pas été possible sur la base de l'indicateur retenu, d'évaluer l'effet des activités menées en vue de l'atteinte de l'objectif de l'action à savoir : <i>augmenter les exportations à travers la conquête des parts additionnelles de marché et attirer les investissements américains vers le Cameroun.</i>								
Perspectives 2015	<p>Afin de mieux rendre compte du niveau de réalisation des activités de cette action, un indicateur d'effet a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. <i>Il s'agit du taux de croissance de la valeur des exportations vers le marché américain, dont les cibles intermédiaires ont été fixées.</i></p> <p>En vue de l'atteinte de l'objectif reformulé de cette action qui est d'améliorer le niveau des exportations vers le marché américain, des Journées Economiques et Commerciales devraient être organisées aux Etats Unis.</p>								

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 287

RÉGULATION DU COMMERCE INTÉRIEUR

Responsable du programme

MBARGA BIHINA VALENTIN JOSE
Directeur des Affaires Générales

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

II.2.1 Présentation du programme

Le Programme n° 287, intitulé « Régulation du Marché intérieur », vise à structurer les circuits de distribution en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans des conditions de saine concurrence et stimuler la croissance par la consommation intérieure.

Le Directeur du Commerce Intérieur, Monsieur MBARGA BIHINA Valentin, en est le responsable.

d'augmenter les prix des produits et du transport des personnes.

OBJECTIF	Structurer les circuits de distribution en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur dans les conditions de saine concurrence	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de marchés modernes et périodiques construits
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	96.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	250.0
	Année cible:	2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: LUTTE CONTRE LES PRATIQUES COMMERCIALES ILLICITES Action 02: AMELIORATION DE LA STRUCTURATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION Action 03: PROMOTION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX Action 04: AMELIORATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR	
DOTATIONS INITIALES	AE 2 219 965 000	CP 2 174 965 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MBARGA BIHINA VALENTIN JOSE, Directeur des Affaires Générales	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme de régulation du marché intérieur s'est déroulée dans un contexte caractérisé par la montée de l'insécurité aux frontières Est et Ouest, l'engorgement du port de Douala, le réajustement du prix du carburant à la pompe, la mise en place des mesures sanitaires pour circonscrire et limiter la propagation de l'épidémie Ebola, l'incivisme de certains opérateurs économiques dans le cadre du respect des normes de qualité et de prix des produits mis en vente.

S'agissant de la situation sécuritaire aux frontières camerouno-nigériane et centrafricaine, il y a lieu de relever que sa dégradation a eu pour effet immédiat, un afflux important des réfugiés dans ces zones ainsi qu'une limitation de la circulation des hommes et des biens ayant occasionné :

- une explosion de la demande locale en produits de première nécessité, due à un afflux massif des réfugiés dans les régions septentrionales et

orientales ;

- une disponibilité plus accrue des produits alimentaires habituellement exportés vers le Nigeria.

Pour ce qui est de l'incidence des mesures sanitaires, on a relevé :

- une pénurie de pièces détachées automobiles qui a induit leur renchérissement sur le marché intérieur ;

- une absence des manuels scolaires de contrebande au Sud-Ouest.

L'engorgement du port de Douala a provoqué en période de rentrée scolaire, des difficultés d'approvisionnement du marché en manuels scolaires.

L'année 2014 aura aussi connu des vellétés inflationnistes consécutives à la réduction des subventions à la consommation du carburant. Arguant de ce que cette mesure induisait une hausse mécanique des frais d'approche, des acteurs de la chaîne de distribution ont de manière artificielle, essayé d'augmenter les prix des produits et du transport des personnes.

acteurs de la chaîne de distribution ont de manière artificielle, essayé

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	134	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	33,33 %.	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 199 130 000	CP 2 154 130 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 20 835 000	Ecart CP 20 835 000
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 859 096 384	CP 2 018 764 850
TAUX DE CONSOMMATION	84,5 %	93,7 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Conformément à l'enveloppe allouée en 2014, la construction de 40 marchés devaient être achevée. Au terme de l'exercice sous revue, 38 marchés ont entièrement été construits.</p> <p>L'indicateur qui est le nombre de marchés modernes et périodiques construits. se confond avec celui de l'action relative à l'amélioration de l'organisation des circuits de commercialisation, excluant ainsi de l'évaluation globale, toutes les autres actions du programme.</p> <p>Aussi convient-il de souligner que l'écart de 66.67 % entre le niveau de réalisation technique et le résultat escompté, est dû au caractère lointain de la cible fixée en 2016 ; celle de 2014 n'ayant pas été déterminée dans le projet de performance des administrations de ladite année.</p>	

PERSPECTIVES 2015	<p>Dans le souci de mieux rendre compte du niveau de mise en œuvre des actions de ce programme, un indicateur d'impact a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. Il s'agit du taux d'inflation.</p> <p>Par ailleurs, pour une amélioration de la performance du programme, il est prévu :</p> <ul style="list-style-type: none">- une plus grande intensification de la lutte contre les pratiques commerciales illicites, à travers la gestion numérisée des dossiers des contrôles ;- Un renforcement des capacités des unités de contrôle ;- une programmation plus efficiente de la construction des marchés périodiques et un meilleur suivi des marchés opérationnels ;- un bon encadrement des commerçants et un meilleur suivi des associations de protection des consommateurs ;- l'appui à la diversification de l'offre des grandes surfaces par la prise en compte des produits du cru.
----------------------	--

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 LUTTE CONTRE LES PRATIQUES COMMERCIALES ILLICITES

Le taux de réalisation de 118.40 % se justifie par la mobilisation totale des ressources programmées.

OBJECTIF	Doter les structures de contrôle de matériels adéquats pour assurer une saine concurrence sur le marché national							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de secteurs assainis				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		12.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		50.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de matériels acquis				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		125.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		436.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		125 control pieces of equipment were acquired (overalls ,hard hats, boots, gloves, glasses).					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	78 025 000	78 025 000	65 825 000	65 825 000	60 600 253	54 659 000	92,1 %	83 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La mise en œuvre de cette action s'est déroulée dans un contexte caractérisé par la montée de l'insécurité aux frontières Est et Ouest, l'engorgement du port de Douala, le réajustement du prix du carburant à la pompe, la mise en place des mesures sanitaires pour circonscrire et limiter la propagation de l'épidémie Ebola, l'incivisme de certains opérateurs économiques dans le cadre du respect des normes de qualité et de prix des produits mis en vente.</p> <p>S'agissant de la situation sécuritaire aux frontières camerouno-nigériane et centrafricaine, il y a lieu de relever que sa dégradation a eu pour effet immédiat un afflux important des réfugiés dans ces zones, une limitation de la circulation des hommes et des biens qui ont occasionné :</p> <p>une explosion de la demande locale en produits de première nécessité, due à un afflux massif des réfugiés dans les régions septentrionales et orientales ;</p> <p>Pour ce qui est de l'incidence des mesures sanitaires, on a relevé :</p> <p>une pénurie de pièces détachées automobiles qui a induit leur renchérissement sur le marché intérieur ;</p> <p>une absence des manuels scolaires de contrebande au Sud-Ouest.</p> <p>L'engorgement du port de Douala a provoqué, en période de rentrée scolaire des difficultés d'approvisionnement du marché en manuels scolaires ;</p> <p>L'année 2014 aura aussi connu des velléités inflationnistes consécutives à la réduction des subventions à la consommation du carburant. Arguant de ce que cette mesure induisait une hausse mécanique des frais d'approche, des acteurs de la chaîne de distribution ont de manière artificielle, essayé</p>							

	d'augmenter les prix des produits et du transport des personnes.
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>125 équipements de contrôle ont été acquis (les blouses, les casquettes, les bottes, les gants et les lunettes).</p> <p>L'organisation des opérations d'assainissement de 11 secteurs commerciaux ont permis de réaliser les saisies suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 13 372 tonnes de riz importé devenu impropre à la consommation ; - 7 156 tôles de couverture, 4 375 litres d'huiles végétales et 4 250 tenues vendues illicitement dans les établissements scolaires, et des manuels scolaires hors normes ; - 1 711 téléphones portables de contrefaçon ; - 185 litres de liqueur, 5 780 litres de vin et 36 204 cartouches de cigarette sans vignettes ; - 2,6 tonnes de sucre granulé, objet de spéculation ; - 348 instruments de mesure prohibés ; - 300 bouteilles de gaz domestique, objet de siphonage.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le taux de réalisation de 118.40 % se justifie par la mobilisation totale des ressources programmées.
Perspectives 2015	<p>La nécessité d'assainir davantage le marché intérieur, par un resserrement des contrôles des brigades ;</p> <p>une plus grande intensification de la lutte contre les pratiques commerciales illicites, à travers la gestion numérisée des dossiers des contrôles ;</p> <p>un renforcement des capacités des unités de contrôle.</p>

Action 02 AMELIORATION DE LA STRUCTURATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

L'action programmée a été réalisée à 98% car les marchés de MINLABA (Nyong et So'o) et de KORTCHI (Mayo Tsanaga) ont connu un retard dans le démarrage des travaux.

OBJECTIF	Structurer les circuits de distribution des produits de grande consommation							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de marchés périodiques et frontaliers construits et de marchés urbains modernes promus					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 98	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	96.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	250.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Construction of 38 markets ;						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	919 440 000	919 440 000	933 305 000	933 305 000	798 597 148	799 521 700	85,6 %	85,7 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La mise en œuvre de cette action s'est déroulée dans un contexte caractérisé par la montée de l'insécurité aux frontières Est et Ouest, l'engorgement du port de Douala, le réajustement du prix du carburant à la pompe, la mise en place des mesures sanitaires pour circonscrire et limiter la propagation de l'épidémie Ebola, l'incivisme de certains opérateurs économiques dans le cadre du respect des normes de qualité et de prix des produits mis en vente.</p> <p>S'agissant de la situation sécuritaire aux frontières camerouno-nigériane et centrafricaine, il y a lieu de relever que sa dégradation a eu pour effet immédiat un afflux important des réfugiés dans ces zones, une limitation de la circulation des hommes et des biens qui ont occasionné :</p> <p>une explosion de la demande locale en produits de première nécessité, due à un afflux massif des réfugiés dans les régions septentrionales et orientales ;</p> <p>une disponibilité plus accrue des produits alimentaires habituellement exportés vers le Nigeria.</p> <p>Pour ce qui est de l'incidence des mesures sanitaires, on a relevé :</p> <p>une pénurie de pièces détachées automobiles qui a induit leur renchérissement sur le marché intérieur ;</p> <p>une absence des manuels scolaires de contrebande au Sud-Ouest.</p> <p>L'engorgement du port de Douala a provoqué, en période de rentrée scolaire, des difficultés d'approvisionnement du marché en manuels scolaires.</p> <p>L'année 2014 aura aussi connu des velléités inflationnistes consécutives à la réduction des subventions à la consommation du carburant. Arguant de ce que cette mesure induisait une hausse mécanique des frais d'approche, des acteurs de la chaîne de distribution ont de manière artificielle, essayé d'augmenter les prix des produits et du transport des personnes.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de 38 marchés ; - Organisation de 15 opérations spéciales de ventes directes des produits aux consommateurs dans les localités frontalières de DOUMO, BASCHEO et GASHIGA ; - Organisation, de concert avec les distributeurs des filières concernées, de 544 opérations de ventes directes aux consommateurs dans 133 villages et quartiers. <p>Cette action intègre les activités des Délégations Départementales.</p>							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'action programmée a été réalisée à 98% car les marchés de MINLABA (Nyong et So'o) et de KORTCHI (Mayo Tsanaga) ont connu un retard dans le démarrage des travaux.
Perspectives 2015	<ul style="list-style-type: none">- une programmation plus efficiente de la construction des marchés périodiques et un meilleur suivi des marchés opérationnels ;- l'appui à la diversification de l'offre des grandes surfaces par la prise en compte des produits du cru

Action 03 PROMOTION DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS LOCAUX

Le taux de réalisation 100% se justifie par la mise en œuvre de toutes les activités programmées.

OBJECTIF	Accroître la consommation des produits locaux							
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'opérations de promotion de consommation des produits locaux encadrées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	9.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	18.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	<p>?the holding, from the 06 to 14 December 2014, of PROMOTE which attracted more than one hundred and sixty thousand (160 000) visitors and (1000) exhibitors, to the Yaoundé Conference Centre ;</p> <p>?the holding, from the 10 to 14 December 2014 in Yaounde, of the 3rd edition of the International Cocoa Festival (FESTICACAO), in addition to PROMOTE, with an exhibition, two forums and an international conference on the theme « Cocoa beans and beyond » as major events;</p> <p>?Other commercial events took place, including:</p> <ul style="list-style-type: none"> • the 3rd edition of the Nde Food fair (NDE'LICES) in Bangangte, from the 13 to 31 December 2014 ; • the Music, Artistic, Industrial and Commercial Festival (FOMARIC), in Douala, in February 2014 ; • the 5th edition of the Douala International Development Fair (DIDF), in Douala, from the 29 March to 13 April 2014. 						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	185 000 000	185 000 000	185 000 000	185 000 000	185 000 000	185 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La mise en œuvre de cette action s'est déroulée dans un contexte caractérisé par la montée de l'insécurité aux frontières Est et Ouest, l'engorgement du port de Douala, le réajustement du prix du carburant à la pompe, la mise en place des mesures sanitaires pour circonscrire et limiter la propagation de l'épidémie Ebola.</p> <p>S'agissant de la situation sécuritaire aux frontières camerouno-nigériane et centrafricaine, il y a lieu de relever que sa dégradation a eu pour effet immédiat un afflux important des réfugiés dans ces zones, une limitation de la circulation des hommes et des biens qui ont occasionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une explosion de la demande locale en produits de première nécessité, due à un afflux massif des réfugiés dans les régions septentrionales et orientales ; - une disponibilité plus accrue des produits alimentaires habituellement exportés vers le Nigeria. 							

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - le déroulement du 06 au 14 décembre 2014, de PROMOTE qui a drainé sur les versants du Mont Nkolnyada, à Yaoundé, plus de cent soixante mille (160 000) visiteurs et mille(1000) exposants ; - la tenue du 10 au 14 décembre 2014 à Yaoundé, de la 3ème édition du Festival International du Cacao (FESTICACAO), en marge du Salon PROMOTE, avec comme faits majeurs, une exposition, deux foras et une conférence internationale sur le thème « la fève du cacao et au-delà » ; - D'autres manifestations foraines à caractère commercial se sont tenues à l'instar: <ul style="list-style-type: none"> · de la 3ème édition de la Foire Gastronomique du Ndé (NDE' LICES) à Bangangté, du 13 au 31 décembre 2014 ; · du Festival Musical, Artistique, Industriel et Commercial (FOMARIC), à Douala, au mois de février 2014 ; · de la 5ème édition de la Foire Internationale de Douala pour le Développement (FIDD), à Douala, du 29 mars au 13 avril 2014. - Par ailleurs, des ventes promotionnelles de riz, en collaboration avec la SEMRY et UNVDA, se sont tenues lieu à Yaoundé et Douala. Au total 300 tonnes de riz ont été écoulées ; - Dans le même temps, des campagnes promotionnelles des huiles végétales et produits dérivés d'origine locale ont eu lieu à l'esplanade de l'Immeuble rose, à Yaoundé, en collaboration avec les professionnels de la filière concernée.
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Le taux de réalisation 100% se justifie par la mise en œuvre de toutes les activités programmées.</p>
<p>Perspectives 2015</p>	<p>L'appui à la diversification de l'offre des grandes surfaces par la prise en compte des produits du cru.</p>

Action 04 AMELIORATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Aucun organe de protection des consommateurs n'a été rendu opérationnel, cependant, plusieurs activités ont été menées en vue de l'atteinte de l'objectif du programme, quoique l'indicateur choisi ne permette pas d'en tenir compte.

OBJECTIF	Mettre en place les mécanismes de protection du consommateur prévus par la loi							
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'organes et infrastructures de protection du consommateur opérationnels (Conseil National de la Consommation, laboratoire de métrologie, Commission Centrale des Prix et Postes de jaugeage)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	5.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 037 500 000	992 500 000	1 015 000 000	970 000 000	999 898 983	979 583 190	98,5 %	101 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<p>Il y a lieu de relever que cette action s'est déroulée dans un contexte marqué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vétusté de la législation et de la réglementation en métrologie ; - Les difficultés financières du fonds routier qui impactent négativement sur la trésorerie des organismes agréés chargés de l'entretien des pesages routiers ; cette situation ayant pour conséquence l'accroissement du volume des impayés des redevances métrologiques. 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - acquisition de 148 équipements et matériels, dont 12 balances électroniques de portée max 60 kg et d=0.01g, 30 jauges étalons dont 3 par Région, 10 balances électroniques de portée max 30 kg, - acquisition également des coffrets d'étalons primaires de 10, 20 et 30 kg certifiés par le BIPM, d'une balance mécanique de comparaison de grande précision, à bras égaux, de portée 20kg... - vérification de 5 631 instruments de mesure de petite et moyenne portée, ainsi que 498 instruments volumétriques et gravimétriques de grande capacité. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Aucun organe de protection des consommateurs n'a été rendu opérationnel, cependant, plusieurs activités ont été menées en vue de l'atteinte de l'objectif du programme, quoique l'indicateur choisi ne permette pas d'en tenir compte.							
Perspectives 2015	<p>Il est prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le renforcement du parc métrologique du MINCOMMERCE pour garantir l'équité dans les échanges commerciaux (acquisition des camions étalons) ; - un bon encadrement des commerçants et un meilleur suivi des associations de protection des consommateurs ; - l'actualisation des textes législatifs et réglementaires. 							

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 288

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR
COMMERCE

Responsable du programme

BAYAOLA BONIFACE
Directeur des Affaires Générales

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

II.3.1 Présentation du programme

Ce programme, placé sous la responsabilité de Monsieur BAYAOLA Boniface, Directeur des Affaires Générales, vise à améliorer le cadre et les conditions de travail, et soutient les programmes techniques dans l'atteinte de leurs objectifs. Il comportait 06 actions en 2014.

OBJECTIF	Améliorer le cadre et les conditions de travail	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'équipements acquis et d'infrastructures construites pour les services
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	173.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible Année cible:	419.0 2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES Action 02: ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION Action 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE Action 04: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE Action 05: AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL Action 06: AMELIORATION DE L'ORGANISATION DE LA COORDINATION ET DU CONTROLE DES SERVICES	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 011 235 000	CP 3 011 235 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	BAYAOLA BONIFACE, Directeur des Affaires Générales	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme « gouvernance et appui institutionnel »

s'est déroulée dans un contexte marqué par :

- la signature par le Gouvernement de la lettre circulaire n° B 70/ d -21/SG/PM, du 10 juin 2014, instruisant les administrations d'acquiescer des logiciels authentiques, auprès des éditeurs et de s'assurer de leur mise à jour régulière ;
- le resserrement budgétaire des administrations publiques ;
- la création de nouvelles structures telles que la Division des Etudes, des Projets et des Statistiques n'a pas été suivie par une allocation budgétaire conséquente ;

Par ailleurs, le Ministère du Commerce fait face à la précarité des conditions de travail due à de nombreuses insuffisances qui, à terme, impacte négativement la performance du personnel.

Outre l'extrême exigüité des bureaux (le ratio actuel est de 5 personnels par bureau dans les services centraux), il convient de

mentionner sans prétention à l'exhaustivité, à l'insuffisance de matériel de travail et le renforcement limité des capacités des personnels. L'arrivée, à la faveur de l'opération de recrutement de 25.000 jeunes, de 356 personnels ainsi que celle, sur instructions du Chef de l'Etat, de 800 nouveaux fonctionnaires de Prix, Poids et Mesures, ont permis de résoudre en partie, le problème du déficit en personnel. Cette mesure a permis au Ministère du Commerce, de densifier les opérations de contrôle. opérations de contrôle.??

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	179 équipements acquis sur 246 prévus	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	72.76%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 032 070 000	CP 3 032 070 000
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -20 835 000	Ecart CP -20 835 000
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 860 670 366	CP 2 877 685 329
TAUX DE CONSOMMATION	94,3 %	94,9 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Cet écart de réalisation physique est dû au non respect de la programmation de la construction des délégations régionales et départementales. En 2014 aucune infrastructure de ce type n'a vu le jour , alors qu'il était prévu la construction d'une délégation régionale et de cinq délégations départementales par an.	
PERSPECTIVES 2015	<ul style="list-style-type: none"> - construire et ou réhabiliter et sécuriser les immeubles abritant les services déconcentrés ; - doter les DDC de moyens de locomotion (pick up) ; - créer une banque de projets structurants ; - produire et diffuser un annuaire statistique sur le commerce. <p>Toutefois, si quantitativement le personnel est disponible, sur le plan qualitatif, il convient d'une part, d'assurer l'imprégnation des nouvelles recrues et d'autre part, de renforcer régulièrement les capacités de l'ensemble des cadres et responsables par l'organisation des séminaires et ateliers divers.</p> <p>Pour pallier les insuffisances sus mentionnées, le Ministère du Commerce recherche en permanence les moyens lui permettant d'améliorer tant le cadre, les conditions de travail que la gouvernance dans le but d'accroître le rendement du personnel.</p>	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES

Sur recommandation du MINEPAT, dans le souci d'harmoniser les libellés des actions et des indicateurs des programmes support de toutes les administrations, le nombre d'actions du programme 288 est passé de deux (02) à six (06) en fin 2013. Cette modification qui est intervenue après le bouclage de la phase de planification, n'a pu être prise en compte. Par conséquent, seuls les indicateurs des deux anciennes actions avaient été maintenus. Ainsi cette

action se retrouve sans indicateur permettant d'évaluer sa performance.

OBJECTIF	ASSURER LE BON FONCTIONNEMENT DE TOUTES LES STRUCTURES DU MINISTERE							
Indicateur	Intitulé:						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:							
	Valeur de référence:							
	Année cible:							
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 106 500 000	1 106 500 000	1 068 080 000	1 068 080 000	973 827 909	967 644 564	91,2 %	90,6 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué par le resserrement budgétaire des administrations publiques, non propice à la réalisation des activités de coordination et de suivi.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Cette action englobe les activités menées par le Cabinet, le Secrétariat Général et les services rattachés, l'Inspection Générale, les Délégations Régionales. L'élaboration et la production du guide de l'utilisateur.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Sur recommandation du MINEPAT, dans le souci d'harmoniser les libellés des actions et des indicateurs des programmes support de toutes les administrations, le nombre d'actions du programme 288 est passé de deux (02) à six (06) en fin 2013. Cette modification qui est intervenue après le bouclage de la phase de planification, n'a pu être prise en compte. Par conséquent, seuls les indicateurs des deux anciennes actions avaient été maintenus. Ainsi cette action se retrouve sans indicateur permettant d'évaluer sa performance.							
Perspectives 2015	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du document d'adaptation des procédures de gestion des ressources humaines ; - Production du manuel de procédures administratives ; - Elaboration du tableau de bord de gestion et de pilotage ; - Production de l'annuaire statistique. <p>- Dans le souci de mieux rendre compte du niveau de mise en œuvre des activités de cette action, un indicateur d'effet a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. Il s'agit du taux d'utilisation des outils de performance.</p>							

Action 02 ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION

Toutes les activités programmées ont été réalisées. Il importe cependant de relever que dans le PPA 2014, l'indicateur (nombre de manuels de procédure élaborés) de l'action « amélioration de l'organisation, de la coordination et du contrôle des services », a accidentellement été mentionné

en lieu et place de celui intitulé « nombre de documents de planification » de l'action « étude stratégique et planification ».

Par ailleurs, il convient de souligner que l'écart de 66.67 % entre le niveau de réalisation technique et le résultat escompté, est dû au caractère lointain de la cible fixée en 2016 ; celle de

2014 n'ayant pas été déterminée dans le projet de performance des administrations de ladite année.

OBJECTIF	AMELIORER LA QUALITE ET L'EFFICACITE DE LA DEPENSE AU MINISTERE							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de manuels de procédures élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		3.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		During the period under review, the following activities were carried out : ?drilling the personnel of the Division of Studies, Projects and Statistics in the methodology of designing planning documents ; ?developing planning documents (2015-2019 PAP, 2015-2017 MTEF, 2015 PPA)				33.33		
Indicateur	Intitulé:						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:							
	Valeur de référence:							
	Année cible:							
	Valeur Cible							
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	49 000 000	49 000 000	49 000 000	49 000 000	45 569 890	45 569 890	93 %	93 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action se déroule dans un contexte marqué par l'opérationnalisation de la Division des Etudes, des Projets et des Statistiques pour mettre un accent particulier sur les volets études, projets et planification et statistiques au Ministère.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Au cours de la période sous revue, les activités suivantes ont été réalisées : - imprégnation des personnels de la Division des Etudes, des Projets et des Statistiques à la méthodologie d'élaboration des documents de planification ; - élaboration des documents de planification (PAP 2015-2019, CDMT2015-2017, PPA 2015)							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Toutes les activités programmées ont été réalisées. Il importe cependant de relever que dans le PPA 2014, l'indicateur (nombre de manuels de procédure élaborés) de l'action « <i>amélioration de l'organisation, de la coordination et du contrôle des services</i> », a accidentellement été mentionné en lieu et place de celui intitulé « nombre de documents de planification » de l'action « étude stratégique et planification ».</p> <p>Par ailleurs, il convient de souligner que l'écart de 66.67 % entre le niveau de réalisation technique et le résultat escompté, est dû au caractère lointain de la cible fixée en 2016 ; celle de 2014 n'ayant pas été déterminée dans le projet de performance des administrations de ladite année.</p>
Perspectives 2015	<p>Réaliser les études et développer une banque de projets en vue d'optimiser la mise en œuvre des programmes ;</p> <p>Dans le souci de mieux rendre compte du niveau de mise en œuvre des activités de cette action, un indicateur d'effet a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. Il s'agit du Taux moyen de réalisation physique des activités programmées.</p>

Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

Sur recommandation du MINEPAT, dans le souci d'harmoniser les libellés des actions et des indicateurs des programmes support de toutes les administrations, le nombre d'actions du programme 288 est passé de deux (02) à six (06) en fin 2013. Cette modification qui est intervenue après le bouclage de la phase de planification, n'a pas pu être prise en compte. Par conséquent, seuls les indicateurs des deux anciennes actions avaient été maintenus. Ainsi cette

action se retrouve sans indicateur permettant d'évaluer sa performance.

OBJECTIF	ASSURER UNE BONNE EXECUTION FINANCIERE DES PROGRAMMES							
Indicateur	Intitulé:						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:							
	Valeur de référence:							
	Année cible:							
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	31 235 000	31 235 000	30 935 000	30 935 000	29 704 999	31 704 999	96 %	102,5 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette activité s'est déroulée dans un contexte marqué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La disponibilité des ressources pour l'exécution des activités ; - La bonne préparation des DAO et le respect des calendriers de programmation ; 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Production des DAO et passation de tous les marchés programmés							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Sur recommandation du MINEPAT, dans le souci d'harmoniser les libellés des actions et des indicateurs des programmes support de toutes les administrations, le nombre d'actions du programme 288 est passé de deux (02) à six (06) en fin 2013. Cette modification qui est intervenue après le bouclage de la phase de planification, n'a pas pu être prise en compte. Par conséquent, seuls les indicateurs des deux anciennes actions avaient été maintenus. Ainsi cette action se retrouve sans indicateur permettant d'évaluer sa performance.							
Perspectives 2015	Mettre un accent particulier dans les spécifications techniques des équipements informatiques et métrologiques à acquérir pour le montage des DAO ; Dans le souci de mieux rendre compte du niveau de mise en œuvre des activités de cette action, un indicateur d'effet a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. Il s'agit du Taux d'exécution financière des activités programmées.							

Action 04 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE

Sur recommandation du MINEPAT, dans le souci d'harmoniser les libellés des actions et des indicateurs des programmes support de toutes les administrations, le nombre d'actions du programme 288 est passé de deux (02) à six (06) en fin 2013. Cette modification qui est intervenue après le bouclage de la phase de planification, n'a pas pu être prise en compte. Par conséquent, seuls les indicateurs des deux anciennes actions avaient été maintenus. Ainsi cette

action se retrouve sans indicateur permettant d'évaluer sa performance.

OBJECTIF	METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF FONCTIONNEL DE REMONTEE ET DE DIFFUSION DES INFORMATIONS STATISTIQUES							
Indicateur	Intitulé:						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:							
	Valeur de référence:							
	Année cible:							
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	36 000 000	36 000 000	39 600 000	39 600 000	35 499 955	35 999 945	91 %	90,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action est exécutée dans un contexte marqué par la création de la Division des Etudes, des Projets et des Statistiques chargée de l'élaboration et de la production de l'annuaire statistique.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Les personnels du Ministère impliqués dans la production et la diffusion des données statistiques sur le commerce ont bénéficié de deux sessions de formation à l' <i>Institut Sous-régional de Statistique et d'Economie Appliquée</i> (ISSEA)							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Sur recommandation du MINEPAT, dans le souci d'harmoniser les libellés des actions et des indicateurs des programmes support de toutes les administrations, le nombre d'actions du programme 288 est passé de deux (02) à six (06) en fin 2013. Cette modification qui est intervenue après le bouclage de la phase de planification, n'a pas pu être prise en compte. Par conséquent, seuls les indicateurs des deux anciennes actions avaient été maintenus. Ainsi cette action se retrouve sans indicateur permettant d'évaluer sa performance.							
Perspectives 2015	Production annuelle de l'annuaire statistique ; Dans le souci de mieux rendre compte du niveau de mise en œuvre des activités de cette action, un indicateur d'effet a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. Il s'agit du Taux de mise en œuvre système d'information statistique (SIS).							

Action 05 AMELIORATION DU CADRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

- l'inadéquation entre la croissance des effectifs du personnel et les capacités d'accueil ;
- l'insuffisance de moyens de locomotion dans les services déconcentrés rend pénible la mise en

œuvre et le suivi de l'action ;

OBJECTIF	Doter les services d'infrastructures et d'équipements adéquats							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'équipements acquis				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		173.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		419.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		<ul style="list-style-type: none"> - 04 pick ups, 02 prados, 09 saloon cars acquired and given to the designated officials ; - 20 table desks, 30 executive chairs and 30 reception chairs acquired and shared among the central and deconcentrated services; - 51 computers acquired and sent to the deconcentrated services. 				72.55		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	881 000 000	881 000 000	911 250 000	911 250 000	842 369 884	828 827 456	92 %	91 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le Ministère du Commerce fait face à la précarité des conditions de travail due à de nombreuses insuffisances qui, à terme, impacte négativement la performance du personnel.</p> <p>En effet, l'éclatement de l'ex Ministère du Développement Industriel et Commercial (MINDIC) en trois ministères, et la refonte de l'organigramme du Ministère du Commerce entraînant la création de nouveaux postes de travail, ont largement contribué à la détérioration aussi bien du climat que des conditions de travail.</p> <p>Outre l'extrême exigüité des bureaux (le ratio actuel est de 5 personnels par bureau dans les services centraux), il convient de mentionner sans prétention à l'exhaustivité, à l'insuffisance de matériel de travail.</p> <p>Par ailleurs, la prise par le gouvernement des mesures notamment, la lettre circulaire n° B 70/ d-21/SG/PM, du 10 juin 2014, instruisant les administrations d'acquérir des logiciels authentiques, auprès des éditeurs et de s'assurer de leur mise à jour régulière ;</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - 04 pick up, 02 prado, 09 berlines acquis et attribués aux responsables programmés ; - 20 tables bureaux, 30 fauteuils directeurs et 30 fauteuils de réception acquis et répartis entre services centraux et déconcentrés; - 51 ordinateurs acquis et acheminés dans les services déconcentrés. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - l'inadéquation entre la croissance des effectifs du personnel et les capacités d'accueil ; - l'insuffisance de moyens de locomotion dans les services déconcentrés rend pénible la mise en œuvre et le suivi de l'action ; 							

Perspectives 2015	<ul style="list-style-type: none">- construire et ou réhabiliter et sécuriser les immeubles abritant les services déconcentrés ;- doter les DDC de moyens de locomotion (pick up) ;- Dans le souci de mieux rendre compte du niveau de mise en œuvre des activités de cette action, un indicateur d'effet a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. Il s'agit du Proportion des personnels travaillant dans les conditions décentes.
-------------------	---

Action 06 AMELIORATION DE L'ORGANISATION DE LA COORDINATION ET DU CONTROLE DES SERVICES

Des efforts conséquents ont été fournis pour la gestion des ressources humaines. Aussi des dispositions ont-elles été prises pour permettre aux personnels de bénéficier :

- d'une formation en rédaction et déontologie administratives ;
- d'une formation bilingue au Centre Pilote Linguistique;
- de la participation aux ateliers de formation pour la mise en place de la bourse des matières premières ;
- formation à l'ENA de Paris ;
- formation à l'OMC à Genève.

Un guide de l'utilisateur a été produit.

OBJECTIF	Améliorer le rendement du personnel							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de manuels de procédure élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 33.33	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		3.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		A user guide is developed and produced					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	907 500 000	907 500 000	933 205 000	933 205 000	933 205 000	967 938 475	100 %	103,7 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action s'est déroulée dans un contexte marqué par l'arrivée de nouveaux personnels sortis de l'ENAM ou mis à notre disposition par d'autres administrations.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - le renforcement des capacités des personnels ; - formation des personnels à la préparation, à l'exploitation du budget programme, à la déontologie et rédaction administratives ; - organisation de dix ateliers de formation sur l'IRR. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Des efforts conséquents ont été fournis pour la gestion des ressources humaines. Aussi des dispositions ont-elles été prises pour permettre aux personnels de bénéficier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation en rédaction et déontologie administratives ; - d'une formation bilingue au Centre Pilote Linguistique; - de la participation aux ateliers de formation pour la mise en place de la bourse des matières premières ; - formation à l'ENA de Paris ; - formation à l'OMC à Genève. 							
Perspectives 2015	<p>Allouer un peu plus de moyens à la formation ;</p> <p>Dans le souci de mieux rendre compte du niveau de mise en œuvre des activités de cette action, un indicateur d'effet a été choisi pour le cycle de programmation triennale 2016/2018. Il s'agit de la proportion des personnels formés.</p>							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

III.1 Rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du ministère
 Au terme de l'exercice 2014, les programmes opérationnels de développement des exportations et de régulation du marché intérieur affichent respectivement, des taux de réalisation technique de l'ordre de 25 % et de 33,33 %. Le taux de consommation des crédits aura été de 87,06 % pour le premier programme et de 89,27 % pour le second. Il convient cependant, de souligner que l'écart entre le niveau de réalisation technique et le résultat escompté, est dû au caractère lointain de la cible fixée en 2016 ; celle de 2014 n'ayant pas été déterminée dans le projet de performance des administrations de ladite année. Par conséquent, il y a lieu d'affirmer que l'essentiel des ressources prévues a été mobilisé en vue de l'atteinte de l'objectif global du Ministère du Commerce qui est de contribuer au développement des exportations, assurer la régulation du commerce intérieur et participer à l'assainissement de l'espace économique national.

3.2. LEÇONS APPRISSES

III.2 Leçons apprises

Les écarts relevés dans l'analyse des bilans techniques et financiers sont en grande partie dus à la pertinence somme toute problématique, des indicateurs dont il convient de souligner qu'ils ne rendent pas assez compte des effets des actions et des impacts des programmes. Par conséquent, pour le cycle de programmation budgétaire 2016-2018, Ils devraient tous être remplacés.

Outre les solutions envisagées en vue de la résolution du problème d'évaluation sus évoqué, des mesures appropriées devraient être prises pour surmonter les difficultés rencontrées dans la réalisation de certaines activités, notamment :

- l'information et l'encadrement des opérateurs économiques, en vue d'une plus grande maîtrise des spécificités du marché américain;
- un meilleur ciblage des manifestations promotionnelles à l'étranger et un bon encadrement des entreprises exportatrices;
- la nécessité d'assainir davantage le marché intérieur, par un resserrement des contrôles des brigades ;
- le renforcement du parc métrologique du MINCOMMERCE dans l'optique d'une meilleure préservation de l'équité dans les transactions.

meilleure préservation de l'équité dans les échanges commerciaux.??

